

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

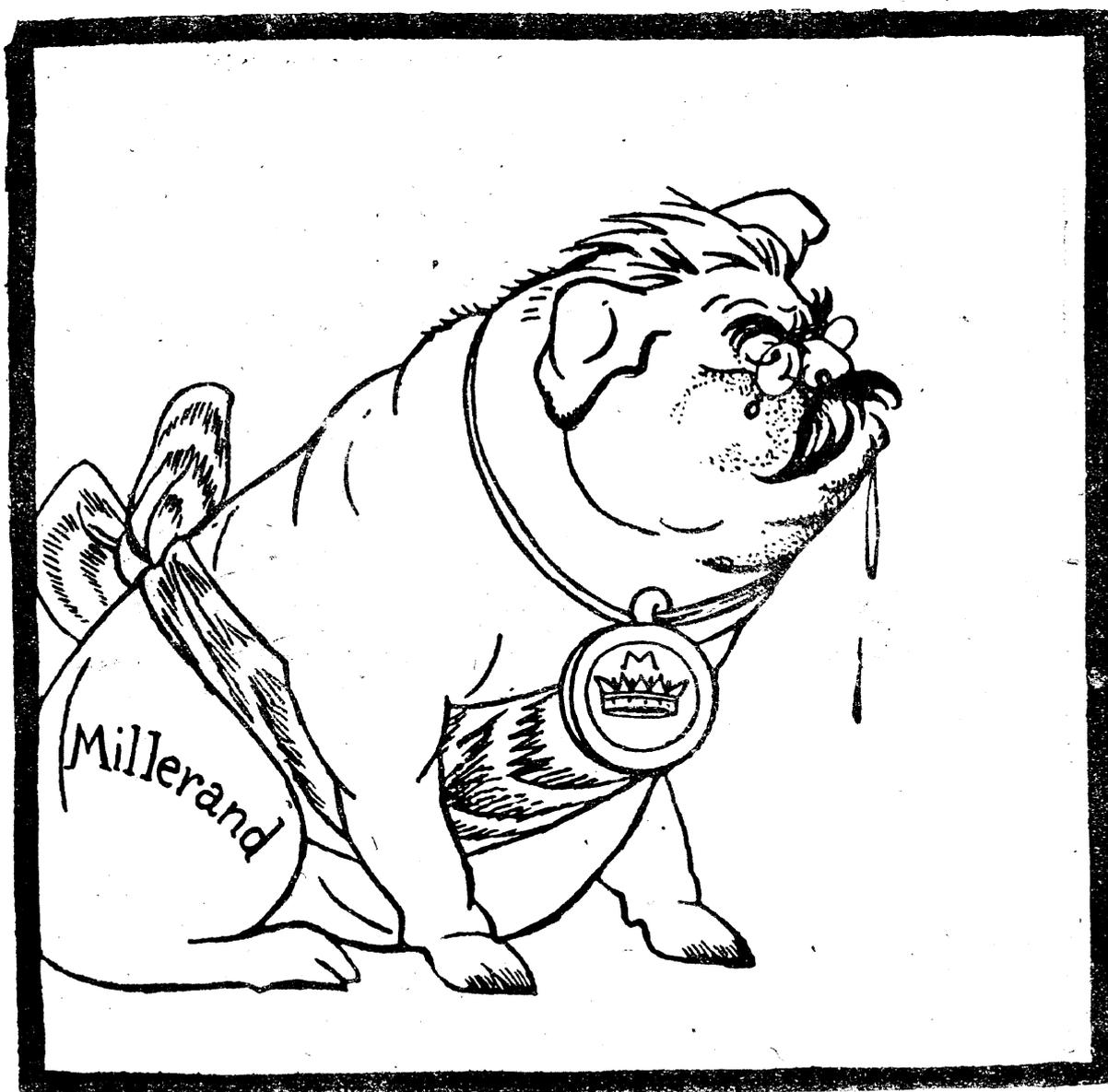
Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Quelques problèmes internationaux (*Boris Souvarine*).  
— Antoine Ker (*Karl Radek*). — Réponse au camarade Treint (*M. Ollivier*). — Le Verdict des Syndicats (*F. Charbit*). — Mussolini-d'Arragona (*J. Ravéau*).

La Grève des Cheminots hongrois ; la Grève des Métallurgistes et des Mineurs de la Nouvelle-Ecosse. — Les Statuts de l'I. S. R. — Coups de Faucille. — La Semaine. — Dessins et Illustrations de Denis.



SON EXCELLENCE MILLERAND

(Dessin de Denis.)

# Quelques problèmes internationaux

Moscou, 5 août.

**N**OUS avons en vain suivi la presse communiste française dans l'espoir d'y trouver des commentaires du dernier Comité Exécutif élargi de l'Internationale. Le mouvement ouvrier français, de tradition, vit sur lui-même et s'intéresse peu aux expériences d'autres pays, aux méthodes et tactiques en vigueur au delà de ses frontières. Encore maintenant, malgré l'influence grandissante de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge, notre Parti, nos syndicats révolutionnaires s'absorbent dans leur vie intérieure et leurs luttes nationales, montrent peu de goût pour les questions théoriques et les problèmes pratiques internationaux.

Nos militants devraient combattre cette propension en attirant, chaque fois que s'offre une occasion concrète, l'attention de leurs camarades de travail et de lutte moins développés sur les questions communes à toutes les sections du mouvement ouvrier mondial. Il est possible d'intéresser le prolétariat français au sort des autres prolétariats, à leurs combats, à leurs formes d'organisation, à leur exemple, donc de le soustraire à l'influence de cette sorte de nationalisme qu'est dans la classe ouvrière l'orgueil de ses « traditions » (c'est-à-dire de sa routine), de son indépendance (c'est-à-dire de son isolement égoïste et stérile), de ses révolutions passées (c'est-à-dire de celles que leurs aïeux ont faites et qui ont avorté). On l'a vu avant la guerre, lors de l'exécution de Ferrer et plus récemment à propos de Sacco et Vanzetti. La Révolution russe surtout, en 1905 et en 1917, a fait vibrer notre classe ouvrière qui a senti d'instinct que c'était sa propre révolution qui commençait.

Sauf un excellent article de Vazeilles dans le *Proletaire du Centre*, sur le gouvernement ouvrier et paysan, nous n'avons donc rien trouvé dans notre presse communiste française qui ait trait au dernier Exécutif élargi (1). Le *Bulletin Communiste* a publié un compte rendu analytique complet. Mais nos camarades, peu au courant des questions traitées, ont besoin d'être guidés dans ces débats. Aussi, bien qu'il soit tard, croyons-nous nécessaire de revenir sur la dernière assemblée internationale de Moscou.

\*\*

La session n'a pas eu l'éclat ni le retentissement de celles de l'an dernier, mais n'en a pas moins fait de bonne et fructueuse besogne. Ni Lénine, ni Trotsky n'ont pu y participer, l'un accablé par la maladie, l'autre retenu à son travail écrasant de chaque jour. Clara Zetkin, tenaillée par la douleur, était là, les jambes immobilisées, mais la pensée alerte, le regard plein de feu, et la voix, hélas ! affaiblie depuis six mois, — exemple profondément poignant, inoubliable

(1) Peut-être quelque article nous a-t-il échappé.

pour notre génération, d'une volonté de fer au service de la Révolution jusqu'à l'extrême limite des forces du corps qui la contient. Nos camarades allemands, les plus chargés de responsabilités, étaient retenus à leur poste par la situation tragique de leur pays et les devoirs chaque jour plus lourds qui leur incombent. Les délégués de Bulgarie, en route pour Moscou, avaient dû rebrousser chemin, appelés par le coup d'Etat militaire. Bordiga, fondateur et chef du Parti Communiste italien, était en prison.

Malgré les difficultés que nous impose la lutte, l'assemblée était bien représentative du mouvement révolutionnaire international. Tous les pays avaient envoyé de fortes délégations, et notamment l'Italie, l'Angleterre, la Pologne, les Pays scandinaves. Pour ce qui est de la France, nous étions représentés par nos six délégués au complet, dont le hasard a voulu qu'ils représentent les trois anciennes tendances. Comme toujours, c'est le Parti russe qui a fourni le travail essentiel, par ses principaux délégués : Zinoviev, Boukharine, Radek, Losovsky, secondés par Clara Zetkin et Varga.

Les principales questions évoquées ont été celles du front unique, du gouvernement ouvrier et paysan, du programme de l'Internationale, du centralisme dans les Partis et dans le Comintern, du fascisme comme phénomène mondial, de la situation du mouvement communiste en Angleterre, de l'unité communiste en Italie, du rôle de notre Parti bulgare devant le coup d'Etat révolutionnaire.

Nous ne pouvons prétendre à développer toutes ces questions en un ou deux articles. Nous préférons ne traiter ici que celles qui intéressent plus particulièrement le mouvement révolutionnaire en France, soit qu'elles soient pour nous plus actuelles, plus pressantes, soit qu'elles comportent des enseignements dont les ouvriers français spécialement ont besoin de faire leur profit.

\*\*

Le temps est passé des discussions théoriques sur le front unique. La tactique est en vigueur partout où il y a un Parti Communiste, et ses résultats sont partout excellents. C'est la première fois, depuis qu'il existe une ou plusieurs Internationales ouvrières, qu'une action mondiale est menée sur une si grande échelle avec un tel ensemble, une telle unité et continuité de vues. N'est-ce pas là une grande victoire des communistes sur l'inertie, la routine, la passivité, dont le prolétariat international a souffert si longtemps, et souffre encore dans une trop grande mesure ? Il existe enfin une Internationale d'action, non en paroles, mais en fait, et seuls des aveugles de naissance ou des sourds volontaires peuvent le nier.

Le front unique est maintenant un problème pratique. Chaque parti doit profiter de l'expérience acquise par les partis frères dans ce domaine. Le Parti français, notamment, qui en a grand besoin. Le camarade Zinoviev a dit que notre ami Treint a commis une grande

faute en renonçant, fût-ce provisoirement, à la critique impitoyable des réformistes, dans l'espoir de les encourager à une action commune avec les communistes. Nous avons nous-même soutenu ce point de vue depuis janvier, au Bureau Politique du Parti. Quelques explications là-dessus s'imposent aujourd'hui.

Treint peut évidemment se défendre d'avoir eu l'intention de suivre ou d'avoir suivi la ligne qui lui vaut cette critique. Mais les faits sont les faits et rien ne sert de s'en défendre. Tous ceux qui ont lu la discussion de Treint avec Compère-Morel ont eu l'impression d'un dialogue de deux vieux amis momentanément séparés par un différend secondaire. Que peuvent penser les ouvriers de cette aménité soulaïne, contrastant si fortement avec les polémiques meurtrières de la veille ? Ce que nous avons dit de Compère et de ses semblables ne serait donc pas vrai ? Précisément pour ce qui est de Compère, avons-nous rêvé que pendant la guerre, devant tout le groupe parlementaire socialiste, le modéré, placide et pondéré Mistral cingla Compère-Morel de l'épithète « fripouille » ? (Le nierez-vous, dissidents ?) De fait, l'homme appelé longtemps par l'*Action Française*, Compère-Maggi et qui sut gagner subitement les bonnes grâces de la bande royaliste, — on imagine à quel prix, — est un représentant particulièrement qualifié de la pourriture du socialisme d'affaires. Et voilà précisément l'interlocuteur que Treint choisit pour échanger des politesses. Imagine-t-on, par exemple, une discussion avec Noske, dans laquelle nous « oublions » de rappeler au misérable ses crimes ?

« Oignez, vilain, il vous poindra. » C'est ce qui est arrivé. Le Compère s'est plaint d'avoir été insulté, méconnu, et a envoyé promener notre Treint, auquel la leçon n'a malheureusement pas servi. Quelques semaines plus tard, on pouvait lire, dans la *Correspondance Internationale*, un article, d'ailleurs erroné d'un bout à l'autre (1), de Treint, où celui-ci éprouvait le besoin de vanter le talent, le tact, et autre chose encore, du politicien le plus plat, le plus vulgaire et le plus médiocre du parti dissident, Paul Faure en personne. La nécessité s'en faisait-elle si vivement sentir ? Nous ne voyons pas le bénéfice que le prolétariat tire de ce genre d'opération.

L'erreur de Treint repose tout entière sur sa conception d'obtenir à tout prix des dissidents qu'ils luttent à nos côtés. Interprétation tout à fait fautive de la tactique du Comintern ! Oui, nous voulons faire tout ce qui dépend de nous pour mener une lutte commune avec les réformistes, puisque l'intérêt du prolétariat l'exige, tout, sauf renoncer à être communistes, et c'est renoncer à être communistes que renoncer à la critique. Treint peut dire qu'il y a critique et critique ; en effet, et la nôtre est prolétarienne, c'est-à-dire impitoyable. La critique salonnière n'est pas de mise ici.

Si les dissidents — répétons-le pour la vingtième fois — acceptent de lutter avec nous, tant mieux, car le prolétariat y gagnera. S'ils refusent, tout va bien encore, car le prolétariat y verra plus clair. Voilà l'excellence de notre tactique : elle ne peut pas ne pas porter ses fruits, *pourvu que les communistes restent*

*eux-mêmes*, avec leurs idées, leurs armes, leur critique. Le non des réformistes peut être aussi utile que leur oui.

L'exemple de l'Allemagne illustre ces observations de façon saisissante. Le Parti social-démocrate n'a cessé de se refuser au front unique, sauf exception lors de l'assassinat de Rathenau (1). Il n'empêche que la tactique donne les résultats attendus : notre Parti fait des progrès impressionnants, double ses effectifs, triple le tirage de ses journaux, conquiert des syndicats, gagne des masses de sympathisants. (Justement, il y a au moins huit jours que le bavard, dont Treint vante le talent, le tact et le reste, ne nous a pas parlé de la déliquescence du Comintern, de la liquéfaction du Parti Communiste allemand, de la liquidation du communisme.)

Que les socialistes agissent comme bon leur semble : l'essentiel est que nous ne cessions de leur dire leur fait, et en termes crus. Nous ne craignons pas leurs critiques, car nous servons le prolétariat. Eux, redoutent les nôtres parce qu'ils servent la bourgeoisie. Nous ne serons jamais plus critiqués, voire calomniés, insultés, honnis, que nos frères bolcheviks, qui peuvent se vanter d'avoir « fait le plein » et ne s'en portent pas plus mal. Mais quand nous répéterons que Longuet et Paul Faure sont les acolytes de Noske et qu'ils sont souillés du sang de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, nous leur porterons des coups terribles, car nous airons, simplement, la vérité.

L'erreur de Treint ne s'exprime pas seulement dans son amabilité envers les noskistes français les plus pitoyables, mais dans toute sa conception des problèmes du front unique, de l'unité syndicale, des rapports entre les diverses organisations ouvrières et des questions connexes. Si on reprenait une à une ses diverses interventions, il faudrait s'arrêter à chaque idée pour la contredire, au nom de la tactique du Comintern. Un document est particulièrement topique à cet égard : c'est celui qui a paru dans l'*Humanité* du 7 janvier, et que Treint s'est félicité plus tard, bien à tort, d'avoir rédigé.

Nous ne pouvons ici reprendre point par point cet exposé malencontreux. Mais il suffira, croyons-nous, de se saisir d'un point essentiel pour caractériser le tout : celui que Treint lui-même a débattu plus tard dans une polémique avec un rédacteur du *Populaire*, polémique ne le cédant en rien à la discussion avec Compère, et dont le moins qu'on en puisse dire est qu'il eût mieux valu qu'elle n'eût pas lieu. Car, dans cette affaire, le *Popu* avait tort, comme toujours, mais Treint n'avait nullement raison... Sur la matérialité du fait controversé à perte de vue, sinon sur l'interprétation, c'est le *Popu* qui disait vrai. Chacun sait que l'Internationale Syndicale Rouge a été fondée avant les exclusions et les scissions syndicales, non après (2). Et nous sommes bien sûrs qu'en disant le contraire, Treint ne calculait pas une contre-vérité : il était seulement victime de sa conception fondamentalement

(1) A tel point qu'il faudra un jour le reprendre et en critiquer les idées essentielles, qui témoignent d'une appréciation tout à fait inexacte et confuse des choses du socialisme français.

(1) Nous parlons du Parti dans son ensemble, représenté par ses organismes centraux ; il y a eu et il y a encore des expériences de front unique entre organisations locales (Saxe, Thuringe, Ruhr, etc.).

(2) Elle s'est d'abord appelée *Conseil International des Syndicats Rouges*, mais le nom ne fait rien à l'affaire.

fausse, consistant à ne pas vouloir faire de peine aux dissidents. Au lieu de dire franchement : « Nous avons créé le Profintern pour associer les syndicats révolutionnaires du monde aux syndicats russes et parce que votre Internationale d'Amsterdam est un instrument de la bourgeoisie », il a cherché à nous excuser : « Nous avons créé le Profintern, parce que nous ne pouvions faire autrement, après vos exclusions, vos méchancetés de toutes sortes. »

Un autre travers de Treint consiste à dire aux dissidents : « Nous vous avons injuriés, c'est entendu. Vous nous avez injuriés aussi. Nous sommes quittes, n'en parlons plus. » Cette façon de se placer au point de vue de la civilité, à laquelle les uns et les autres auraient manqué, n'a rien de commun avec le front unique. Nous devons répondre aux dissidents qui se plaignent d'être malmenés : « Nous vous disons simplement vos vérités. Vous êtes des traîtres et des agents de la bourgeoisie, et nous le faisons savoir au prolétariat que vous trompez. Il ne tient qu'à vous de recevoir des compliments : il suffit que vous preniez dignement votre place au combat pour les intérêts de la classe ouvrière. Mais, tant que vous vous défilerez, tant que vous attaquerez la seule Révolution qui soit en ce monde, tant que vous fraterniserez avec les Noskes d'Allemagne et les sous-Noskes de Pologne, d'Angleterre, de Russie et d'ailleurs, nous vous traiterons comme des contre-révolutionnaires que vous êtes. » Quand aux injures dont ils nous comblent, elles nous gênent moins que les balles qu'ils destinent à la classe ouvrière. Nous sommes fiers de les mériter, puisqu'elles signifient que nous sommes des ennemis irréconciliables de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'équivoque possible entre leurs injures et les nôtres : les premières expriment la haine de la bourgeoisie ; les secondes traduisent la colère du prolétariat.

Mais c'est assez relever d'erreurs de Treint sur la question du front unique : quelques exemples ont suffi à montrer la déviation de notre ami, porté aux extrêmes par son tempérament, et qui a soudain passé d'un extrême à l'autre. Ils suffisent aussi à confirmer la valeur de la vraie tactique du front unique : proposer sans relâche des actions communes aux opportunistes, dans toutes les occasions concrètes où l'action est pratiquement possible, et ne jamais renoncer à la critique communiste, c'est-à-dire prolétarienne, c'est-à-dire implacable (1).

\* \*

Le mot d'ordre du bloc ouvrier et paysan, du gouvernement ouvrier et paysan, est une extension de nos mots d'ordre antérieurs du front unique et du gouvernement ouvrier. A l'échelle européenne, il sera probablement élargi dans le sens préconisé par Léon Trotsky : *Pour les Etats-Unis d'Europe*.

Ce qui dicte aux communistes de telles conceptions, de réalisation immédiate ou prochaine, c'est leur qualité d'unique parti de la classe ouvrière révolutionnaire, par conséquent de guide naturel du mouvement ouvrier révolutionnaire, tenu d'assigner à ce mouvement des

buts pratiquement accessibles et qui soient des étapes conduisant à la dictature du prolétariat, au communisme.

Le gouvernement ouvrier est une conquête immédiatement possible dans certains pays, qu'il prenne soit la forme d'une collaboration des social-démocrates et des communistes, soit d'un soutien extérieur donné par les communistes à un pouvoir social-démocrate. L'Allemagne, où le mot d'ordre a déjà pris corps selon cette deuxième forme en Saxe, est évidemment le pays le plus près d'atteindre à la première.

Le gouvernement ouvrier et paysan sera une étape nécessaire vers la dictature prolétarienne dans les pays où existe une nombreuse classe de petits paysans non exploités, comme les pays balkaniques, la Pologne, l'Italie, voire la France. Dans tous ces pays, sauf en France, il existe des partis paysans susceptibles de se transformer et de devenir des partis de paysans travailleurs opposés aux partis agraires des gros bonnets et des exploités terriens. En France, si un parti spécifiquement paysan n'existe pas, les éléments de sa formation existent ; tôt ou tard, ils devront constituer les organes expressifs de la petite paysannerie, dont le sort est lié à celui du prolétariat.

Le mot d'ordre lancé par l'Exécutif tombera, en France, dans un terrain très favorable. C'est avec joie que nous avons reçu, au dernier jour de notre session, le numéro de l'*Humanité* annonçant que Renaud Jean, devant l'Internationale, avait jeté du haut de la tribune de la Chambre la formule du « bloc ouvrier et paysan », et Zinoviev s'en fit aussitôt l'interprète. Il n'y a rien qui fasse tant plaisir aux « dictateurs » de Moscou que de n'avoir rien à dicter, ne pas envoyer d'oukases, constater des initiatives heureuses dans les diverses sections du Comintern. L'article de Vazeilles, signalé plus haut, montre que l'Exécutif a répondu aux préoccupations de nos militants, qui sont en contact avec les ruraux et que sa pensée est fort bien comprise et interprétée.

Il reste au Parti français à faire preuve d'initiative, d'imagination et d'activité dans le domaine qui lui est ouvert. Maintenant qu'il est débarrassé des bavards, des parasites, des charlatans et des brouillons, il saura s'orienter et faire de bon travail.

La question du programme de l'Internationale n'a pas sensiblement avancé. Boukharine, rapporteur, fit un exposé très clair de l'état des travaux.

La partie générale du programme, qui sera commune à tous les Partis Communistes, traitera des conceptions fondamentales du marxisme : analyse du capitalisme et de sa phase actuelle, l'impérialisme ; but final du communisme et revendications transitoires ; philosophie matérialiste. Le programme transitoire comprendra notamment la question nationale. L'accord sera facilement réalisé dans l'Internationale sur cette partie générale, sauf sur la question de « l'écroulement du capitalisme » par la désaccumulation du capital, vivement controversée entre nos amis allemands et russes (1).

Chaque section du Comintern devra de plus établir

(1) Il faudra cependant un jour, en parlant des questions syndicales, attaquer et sans ménagements une conception de Treint sur le syndicalisme « pratique qui cherche sa doctrine ». Cette énormité, qui émane en droite ligne du maître-bafouilleur Totti, ne peut avoir droit de cité dans un Parti Communiste.

(1) Il s'est produit, en France aussi, une discussion sur la théorie de l'accumulation, dans les colonnes de la *Vie Ouvrière* et du *Bulletin*. Le camarade Ollivier, pour être abondant et plein de certitude, n'en n'est pas plus convaincant. Nous aurons à nous expliquer plus tard avec lui sur cette question qu'il a si bien embrouillée.

et soumettre au V<sup>e</sup> Congrès une partie nationale comportant une analyse de la situation économique, politique et historique de son pays et de la position du Parti Communiste, ainsi que son programme transitoire de revendications immédiates. Ces propositions de Boukharine ont été unanimement approuvées.

Au cours de son exposé, Boukharine eut à faire allusion à l'invention du camarade Treint : *l'impérialisme ouvrier*. Mais il ne lui restait pas grand'chose à dire à ce propos, car le camarade Zinoviev, le devançant, avait, dans son rapport, exprimé l'opinion unanime de l'Internationale en repoussant d'une manière catégorique la conception de Treint.

On se rappelle que nous avons, dans ce *Bulletin*, réfuté la théorie de Treint dès la parution de son article. Nous avons donné alors une définition de l'impérialisme que peuvent seuls critiquer les ennemis du communisme puisque, sans prétendre rien inventer, nous avons simplement dégagé cette définition de travaux économiques faisant autorité dans l'Internationale. Le camarade Treint, s'acharnant à confondre impérialisme et expansion, persista dans sa thèse tout en approuvant notre article, ce qui est porter la confusion à son comble puisque chaque ligne écrite par nous détruisait ses

arguments. Il se trouva même, pour le féliciter, deux camarades, dont nous avons publié sans commentaires la lettre inefficace.

Notre Bureau Politique, croyions-nous, partageait notre manière de penser, puisqu'il avait décidé, sur notre proposition, de clore la discussion en désapprouvant totalement l'idée de Treint, ce que nous annonçâmes ici en termes fraternels. Il paraît, d'après une note du Bureau Politique publiée dans le n<sup>o</sup> 21 du *Bulletin*, que nous avons « interprété » cette décision : c'est exact, puisque nous l'avons charitablement atténuée. Mais si cette décision devait être publiée dans toute sa vigueur, « par l'intermédiaire du secrétariat du Parti », c'est au secrétariat qu'il fallait s'adresser et non aux lecteurs du *Bulletin*, qui n'en peuvent mais !

Ce petit malentendu éclairci, il reste que l'impérialisme n'est pas admis par les communistes, même quand on le pare des attributs de l'ouvrier. C'est ce que nous avons eu l'honneur de démontrer.

Boris SOUVARINE.

P.-S. — Les autres questions traitées par l'Exécutif élargi viendront dans un article suivant.

# ANTOINE KER

J'ai peu connu Ker. Le peu de souvenirs personnels qui me restent de lui ne me donnent pas le droit de faire son portrait. Mais ce que je sais de Ker m'évoque un communiste venu à nous des milieux intellectuels et combattant longuement diverses survivances contraires à l'esprit communiste. Les idées que me suggère cette figure m'autorisent ainsi à prononcer quelques mots sur sa tombe.

Quand, après la guerre, Ker devint communiste (mobilisé, il n'avait pu prendre part aux grands tournois d'idées), il se trouva à la gauche du Parti. Il réclamait la scission et l'adhésion à l'Internationale Communiste. Il travailla ainsi avec la gauche, jusqu'au jour où celle-ci entra en conflit aigu avec Frossard et la droite. Ker se joignit alors à Frossard et nos amis de la gauche durent alors, l'amertume au cœur, flétrir sa désertion.

Lorsque Ker vint au IV<sup>e</sup> Congrès, j'eus avec lui un long entretien. J'avais recherché cette entrevue, connaissant certains travaux de Ker sur la politique internationale qui dénotaient une connaissance profonde du sujet. L'Internationale est jeune et la plupart de ses militants d'Occident sont encore peu formés. Jadis même, les partis socialistes n'avaient qu'un nombre limité de membres connaissant bien les divers domaines de la vie sociale. La majorité des agitateurs et des journalistes vivaient sur des idées générales. Les gens instruits étaient dans le camp réformiste. En France par exemple, en dehors de Jaurès, on ne trouvait de connaissances étendues que chez

Compère-Morel pour la question agraire, Albert Thomas pour l'histoire du mouvement ouvrier et la législation sociale, Rappoport pour l'histoire du socialisme en général et du socialisme français en particulier. Seul Rappoport nous a suivis. Ker, connaissant la politique internationale et s'y intéressant concrètement, était pour nous une valeur, qu'il importait de conserver. Je lui demandai s'il ne voyait pas que Frossard n'acceptait les décisions de l'Internationale que pour les saboter. Ker me répondit : — « Si j'en étais convaincu, je ne marcherais pas avec lui. Mais je pense que Frossard est un organisateur admirablement au courant du mouvement ouvrier français ; qu'il connaît mieux que personne les difficultés qui s'opposent à l'application des décisions de l'I.C. dans un pays anarchique de petite bourgeoisie. Frossard n'est pas un traître, mais un temporisateur. »

Je demandai à Ker s'il estimait cette temporisation heureuse. — « Non, répondit-il, mais je crains que, sans Frossard, sans son intelligence et son talent d'organisation, nous soyons incapables de faire triompher, même provisoirement, notre politique. Nous resterons un cénacle de communistes purs. Voilà pourquoi, devant le danger de repousser Frossard, j'ai abandonné la gauche. »

Je me souviens alors que, moi, aussi, j'avais défendu Lévi jusqu'au dernier moment, pour conserver au Parti allemand un écrivain et un orateur de talent. Un manque de confiance dans les forces des ouvriers, voilà ce qui rapprochait les intellectuels Ker et Lévi. Je le dis à Ker. Il me

répondit : — « Peut-être avez-vous raison ; mais en tous cas je n'abandonnerai jamais le Parti. »

Le même soir se produisit une scène profondément dramatique à la Commission française. Trotsky se plaignait de ce que le Parti français n'eût pas rompu avec un passé gangrené. Les hommes placés par lui aux postes essentiels restaient en rapport avec la bourgeoisie, collaboraient aux journaux bourgeois et même appartenaient parfois à la franc-maçonnerie. — « On me dit, déclara Trotsky, que certains camarades en vue sont encore dans les loges maçonniques. Quand Serrati demanda au II<sup>e</sup> Congrès l'adjonction aux 21 conditions d'un article sur la franc-maçonnerie, nous primes cela pour une plaisanterie, à peu près comme s'il s'était agi de l'ordre des Jésuites. » — « Est-il vrai, continua Trotsky, que le secrétaire du Parti et plusieurs membres de la fraction parlementaire soient francs-maçons ? »

Ces mots résonnèrent comme un coup de fouet claqué. Trotsky était debout, tout droit, parmi les camarades français. Ker pâlit et baissa la tête. Après un instant de silence poignant, on l'entendit dire à voix basse : — « Quant à moi, vous êtes bien informé, camarade Trotsky. » Trotsky se retourna vers son voisin de gauche, un ouvrier appartenant à la tendance Frossard. Lui posant la main sur l'épaule, il lui demanda d'une voix tranchante : — « Vous savez ce que c'est que la franc-maçonnerie. Vous savez que c'est une association d'arivistes bourgeois qui tient entre ses mains la vie économique et politique de la France, qui trompe les ouvriers, au profit de la ploutocratie, et vous, ouvrier, vous permettez que le secrétaire de votre Parti appartienne à la franc-maçonnerie ! » Ker se leva : « Aucune résolution n'interdit d'être franc-maçon. Je l'ai été par inertie, mais je cesserai de l'être si le Parti le réclame. »

Le jour suivant, je téléphonai à Trotsky pour lui demander ce que nous ferions concernant le rapport sur le traité de Versailles, qui était confié à Ker. Pouvait-on, après cet incident, le lui laisser ? Trotsky me dit : — « Pour la première fois de ma vie, j'ai dû tirer à bout portant sur un homme. » S'il en guérit, nous devons ne pas l'écarter, mais, aujourd'hui, il faut absolument rayer Ker de la liste des orateurs. » Nous communiquâmes cette décision à Cachin. Ker obéit sans murmurer. Rentré en France, il démissionna du secrétariat du Parti, mais ne suivit pas Frossard et resta dans le Parti. Nous comprîmes que Ker était sauvé pour nous. Sa conscience avait pesé notre bon droit. Il avait compris que, s'il voulait être communiste, il devait rompre avec tout son passé, rompre tous ses liens avec la bourgeoisie. Il accepta son isolement temporaire. Tout, dans son attitude, montra qu'il restait fidèle au communisme. Une semaine avant sa mort, je reçus son travail sur le Comité des Forges qui paraîtra dans le prochain numéro de *l'Internationale Communiste*, et je lui écrivis pour lui demander sa collaboration régulière.

En la personne de Ker, l'Internationale et le Parti français ont perdu un militant de premier

ordre. Il fut un militant d'autant plus fidèle et précieux qu'il avait gagné sa carte du Parti dans une dure lutte intérieure. Il n'est de solide que ce qui s'acquiert avec effort. Ker ne servira plus le Parti. Mais son exemple servira à nombre de ceux qui n'ont pas encore rompu avec le passé, les aidera à entrer fermement et sans réserves dans nos rangs. La destinée de Ker n'est qu'un détail dans l'ensemble des obstacles qui assaillent notre jeune mouvement communiste français. Nous n'édifions pas le communisme avec du granit extrait brut du sol ; nous le constituons avec les éléments variés provenant du passé, nous le constituons par un long travail de refonte. Les survivances du passé subsistent non seulement chez les intellectuels, mais même dans la classe ouvrière.

Les vaincre exige de la ténacité, les vaincre exige aussi que l'on comprenne quels hommes sont nécessaires à notre œuvre future et qu'il les faut garder.

Karl RADEK.



KARL RADEK  
Le Hollandais volant

(Dessin de Dents.)

G. ZINOVIEV

**N. LENINE**

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

# Réponse au camarade Treint

Le camarade Treint est très en colère parce que je me suis permis de traiter d'utopique le mot d'ordre de la saisie des valeurs réelles. Sous une forme absolument dénuée d'aménité, il me reproche :

1° De lui avoir fait dire que les mots d'ordre qu'il expose comme base d'un programme de réparations sont des mots d'ordre simultanés, alors que ce sont des mots d'ordre successifs ;

2° De ne pas comprendre que peu importe qu'un mot d'ordre ne soit pas réalisable « immédiatement », s'il est capable de mettre les masses en mouvement ;

3° De vouloir attendre passivement, sans rien faire, que le rapport des forces en présence change à l'avantage du prolétariat ;

Examinons l'un après l'autre ces quatre points :

1° Tout d'abord, il n'est pas vrai que j'aie considéré les mots d'ordre proposés par Treint comme étant des mots d'ordre simultanés. La preuve, c'est que je me suis borné à critiquer le premier de ces mots d'ordre, et non pas les autres, ce que j'eusse pu faire si j'avais cru qu'ils étaient simultanés ;

2° Treint affirme que peu importe qu'un mot d'ordre ne soit pas réalisable « immédiatement », s'il est capable de mettre les masses en mouvement. Mais je n'ai jamais dit qu'un mot d'ordre devait être réalisable « immédiatement ». J'ai dit qu'il devait être réalisable, c'est-à-dire capable de mettre les masses en mouvement. En effet, un mot d'ordre ne peut être réalisé que s'il est capable de mettre les masses en mouvement. Mais il ne mettra jamais les masses en mouvement s'il n'est pas réalisable, c'est-à-dire s'il ne correspond pas à la situation objective concrète et au rapport des forces en présence. C'est pourquoi Treint a tort de dire qu'un mot d'ordre peut ne pas être réalisable et cependant mettre les masses en mouvement. Car celles-ci ne se posent jamais que des buts qu'elles comprennent bien et dont elles perçoivent les possibilités pratiques de réalisation. Le mot d'ordre de la libération de Marty était un mot d'ordre juste, parce qu'il correspondait aux sentiments de l'immense majorité de la classe ouvrière et de larges couches de la petite bourgeoisie, et parce qu'une agitation intense pouvait en imposer la réalisation au gouvernement, sans trouble sérieux pour le régime. Mais s'imaginer pouvoir mettre actuellement les masses en mouvement en leur proposant la saisie de 51 % des valeurs réelles — ce qui signifierait actuellement faire la Révolution — c'est assurément faire preuve d'optimisme, mais c'est manquer totalement de compréhension politique.

J'ai dit et je répète — n'en déplaise à Treint — qu'un parti communiste ne doit lancer que des mots d'ordre capables d'être compris par les masses et susceptibles de les mettre en mouvement, par conséquent correspondant au rapport des forces en présence. Pour cela, il faut savoir apprécier l'état de ce rapport des forces. Or, la vérité, c'est que si on est, en Allemagne, à la veille de la Révolution, nous n'en sommes pas encore, en

France, à l'avant-veille. Treint se lance dans des explications embrouillées pour me persuader que c'est précisément à cause de cette différence fondamentale de situation qu'il faut lancer les mêmes mots d'ordre. D'après lui, ces mots d'ordre ont pour but, en France, d'entraîner la classe ouvrière en avant, tandis qu'en Allemagne ils tendent à ralentir le mouvement, de peur que la classe ouvrière ne s'engage dans des combats prématurés. Tout d'abord, il y a là une erreur de fait. Le mot d'ordre de la saisie des valeurs réelles a été lancé en Allemagne il y a exactement un an, c'est-à-dire à un moment où le Parti Communiste allemand ne songeait nullement à empêcher la classe ouvrière de s'engager dans des luttes prématurées, mais, bien au contraire, à grouper autour de lui la majorité de la classe ouvrière, prisonnière des illusions démocratiques.

Mais, en réalité, dans l'appréciation un peu confuse de la différence que présente, d'après lui, en France et en Allemagne, le mot d'ordre de la saisie des valeurs réelles, Treint montre qu'il comprend mal le rôle du Parti Communiste allemand dans la période pré-révolutionnaire actuelle. Son rôle n'est pas, en effet, de ralentir le mouvement en lançant des mots d'ordre qui retiennent les masses dans la voie du combat où elles veulent s'engager, mais au contraire de rallier à lui les plus larges masses possibles, en vue du combat suprême. Et c'est parce que ces masses ne sont pas encore prêtes à accepter le mot d'ordre de la prise immédiate du pouvoir que nos camarades d'Allemagne maintiennent celui de la saisie des valeurs réelles, comme seul capable, actuellement, de les mettre en mouvement. Contrairement à ce que croit Treint, le Parti Communiste allemand ne ralentit pas le mouvement, il le coordonne, en s'efforçant de garder continuellement le contact avec le gros de ses troupes.

Qui ne voit que c'est précisément le contraire que Treint veut faire faire au Parti Communiste français en l'engageant à lancer des mots d'ordre qui n'auraient d'autre résultat que d'agiter une couche tout à fait superficielle du prolétariat ?

Qui ne voit que, proposer *actuellement*, en France, comme mot d'ordre de lutte, la saisie de 51 % des valeurs réelles, ce serait, au fond, la même chose que de vouloir, pour employer une expression populaire, « cracher dans un violon pour le faire jouer » ?

3° Treint m'accuse de vouloir attendre passivement, les bras croisés, que le rapport des forces se soit modifié à l'avantage du prolétariat. *La différence entre la thèse d'Ollivier et la mienne, dit-il, c'est que je prétends qu'un Parti Communiste doit aider au mouvement dialectique de l'histoire, tandis qu'Ollivier prétend qu'un Parti Communiste doit se borner à constater ce mouvement dialectique.*

Le camarade Treint est bien bon. Si c'était là ma pensée, on ne comprendrait pas bien, et moi tout le premier, ce que je fais dans un Parti Communiste, auquel je dénierai ainsi toute raison d'être. Car, pour regarder passer les événements,

point n'est besoin d'adhérer à un Parti Communiste, il suffit de se mettre à sa fenêtre. En réalité, je n'ai pas dit autre chose que ceci : « Le mot d'ordre de la saisie des valeurs réelles est utopique, parce qu'il ne correspond pas au rapport des forces existant, et qu'on ne pourra le poser qu'au terme d'une période de lutte de classe qui aura modifié le rapport des forces en présence, à l'avantage du prolétariat. Mais, ai-je ajouté, cette longue période de lutte de classe est devant nous, et non pas derrière. » Il faut une certaine mauvaise foi pour affirmer que cela veut dire : attendre passivement, sans rien faire, que le rapport des forces se soit modifié à l'avantage du prolétariat ;

4° Treint me reproche enfin de ne pas avoir fait suivre mes critiques de propositions concrètes. La raison en est que ces propositions concrètes les avaient précédées. Que Treint veuille bien se reporter à l'article paru dans le *Bulletin Communiste* sous le titre : *Le problème des réparations*. Il y trouvera ce qu'il me somme énergiquement de lui apporter :

Parmi les premières revendications que le prolétariat devra poser, il faut mentionner tout d'abord une modification fondamentale du système actuel d'impôts, tendant à rejeter tout le poids de l'impôt sur les épaules de la bourgeoisie, qui, seule, peut et doit payer. On exigera, par exemple :

1° La diminution, puis la suppression totale des impôts indirects, qui pèsent surtout sur la classe ouvrière ;

2° La suppression de l'impôt sur les salaires ;

3° L'introduction de l'impôt progressif sur les bénéfices de guerre, allant jusqu'à 100 % ;

4° Un impôt progressif sur le revenu, allant jusqu'à 75 % ;

5° Un impôt progressif sur le capital, allant jusqu'à 50 % ;

6° Un impôt sur les successions, allant jusqu'à 50 %, etc.

On pourra même, éventuellement, dans la suite, si la situation le permet, exiger la saisie par l'Etat de 10 à 20 % de toutes les valeurs réelles, au profit du budget de la reconstruction des régions dévastées, sous le contrôle des organes de la classe ouvrière. Mais ce programme, dont la réalisation serait de nature à porter à la puissance du capital un coup décisif, ne pourra être posé qu'au cours d'une lutte qui aura d'abord affaibli les capacités de résistance de la bourgeoisie et renforcé considérablement le pouvoir du prolétariat.

Il est bien entendu que cette lutte ne peut être menée uniquement par le Parti Communiste ou la fraction au prolétariat qui le suit, mais par le prolétariat tout entier. C'est pourquoi, au cours de cette lutte, l'objectif constant du Parti Communiste devra être la réalisation de l'unité de front du prolétariat autour de ses mots d'ordre et de ses méthodes de lutte.

Enfin, puisque Treint me somme avec tant de véhémence de dire ce que je propose, qu'il me permette d'aller jusqu'au bout de ma pensée. Ce que je propose, c'est d'engager la lutte contre le dogmatisme et le mécanisme de la pensée, qui dominant actuellement dans les sphères dirigeantes du Parti et qui règnent déjà en maîtres à la Fédération de la Seine. C'est d'adopter enfin une véritable tactique communiste, qui s'inspire d'une compréhension dialectique des nécessités de la lutte

de classes, et non pas d'une imitation servile des méthodes de nos camarades russes et allemands.

Le Parti s'est déjà débarrassé du réformisme et de l'opportunistisme. L'heure est venue pour lui de se débarrasser du sectarisme et du doctrinarisme, qui menacent de le paralyser complètement, s'il n'y met bon ordre. Nous avons confiance en lui, il saura terrasser ces nouveaux ennemis, comme il a terrassé les autres.

Marcel OLLIVIER.



TCHITCHERINE  
à la mode des « Dardanelles »  
(Dessin de Denis.)

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

## LE MOUVEMENT SYNDICAL.

# LE VERDICT DES SYNDICATS

On peut épiloguer sur les causes de la défection d'une fraction de la Commission Exécutive et du Bureau de la C.G.T.U. Des camarades qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez vous diront que c'est à cause des Commissions syndicales, que le Parti communiste a instituées dans son sein, pour subordonner le mouvement syndical. La vérité est ailleurs. Elle est dans le fait que les petits grands hommes qui ont déserté le Parti communiste pour organiser un parti adverse ont besoin pour exister de s'appuyer sur une force syndicale. Et comme ils ne peuvent pas compter sur des syndicats lafayettistes, ils tentent d'en gagner à la C.G.T.U. Pour cela, ils n'ont qu'un moyen : les dresser contre le Parti communiste.

Il faut tout de même que les syndicalistes qui tombent dans leur piège soient bien naïfs pour ne pas voir que l'épouvantail de la subordination syndicale n'est qu'un truc de politiciens habiles. Car, enfin, si le Parti communiste voulait subordonner le syndicalisme, il faudrait admettre qu'il aurait quelque intérêt à le faire. Je ne vois pas du tout, pour ma part, ce qu'il y gagnerait, comme je ne vois pas comment cela peut se réaliser.

Supposons un instant qu'il vienne à l'idée du Parti de vouloir subordonner un syndicat, une fédération, une Union départementale ou la C. G. T., et de leur imposer telle ou telle action. Il ne fait de doute pour personne que, non seulement ces organisations l'enverraient promener, mais qu'elles se dresseraient contre lui plus hostiles que jamais.

Ce que désire le Parti, ce n'est pas subordonner le syndicalisme, c'est gagner les syndicats aux idées communistes, c'est propager par l'intermédiaire de ses membres syndiqués les conceptions communistes au syndicat. Ça c'est une chose que l'on ne peut pas lui interdire comme on ne peut l'interdire à aucun syndiqué. Et si les communistes triomphent, ça prouve simplement qu'ils sont les meilleurs interprètes des aspirations des travailleurs.

Et cela n'est nullement en opposition avec la fameuse charte d'Amiens qui dit que le syndicat est ouvert en dehors de toute conception philosophique à tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et l'abolition du salariat. Et si la charte d'Amiens contient cette restriction que les querelles de sectes ou de partis doivent rester à la porte des syndicats, cela ne peut s'appliquer qu'aux questions extra-syndicales ; les différentes conceptions de la

lutte contre le patronat doivent pouvoir s'affronter librement au syndicat, et rien ne dit dans cette charte que les communistes, que les luttes économiques intéressent au même titre que les autres ouvriers, n'ont pas le droit d'apporter leurs solutions aux problèmes de chaque jour.

Vouloir fermer le syndicalisme aux courants d'idées c'est lui enlever toute vigueur c'est, comme disait Monmousseau, au Congrès des Cheminots, le rendre amorphe et le placer en dehors de la lutte, en dehors de la vie.

Si la charte d'Amiens a été considérée à l'époque comme une arme contre le Parti, elle avait surtout pour but de dégager le mouvement syndical révolutionnaire d'action directe de l'emprise réformiste d'un parti électoraliste.

Le Parti d'aujourd'hui n'est pas le Parti de 1906. Malgré toutes ses imperfections, le Parti Communiste, qui a un grand effort à accomplir pour être à la hauteur de sa tâche, fait tout de même assez bonne figure actuellement à côté de toutes les autres écoles révolutionnaires en France.

C'est ce qu'ont compris un très grand nombre d'ouvriers révolutionnaires, malgré les roueries des politiciens et la haine des démagogues. Les différents Congrès qui viennent de se dérouler l'ont montré surabondamment.

\*\*

On se rappelle l'espoir insensé qu'avait fait naître au cœur de tous les adversaires du communisme, la défection dont nous parlons plus haut. Le C. C. N. qui s'est réuni le mois dernier devait balayer les « domestiques de Moscou ». On en était sûr et on le répétait à tous les échos.

Hélas ! le C. C. N. a déçu ces chers espoirs. Mais nos augures ne pouvaient accepter comme cela une défaite qu'ils n'avaient pas escomptée. Ils se sont dit que s'ils ont perdu, c'est que la partie n'avait pas été bien jouée, et ils ont découvert alors que les délégués d'Unions et de Fédérations n'étaient pas les représentants directs des syndicats. Seul un Congrès pouvait se prononcer en toute souveraineté.

Avec beaucoup de raison, la majorité du C. C. N. avait répondu que la besogne essentielle du syndicalisme n'est pas de s'épuiser en vaines palabres et qu'on a autre chose à faire que de convoquer un Congrès chaque fois que surgit un désaccord ou que se pro-

duit une démission. On interpréta son opposition comme un moyen de se soustraire au jugement des syndicats. Et on n'hésita pas à faire planer sur la C.G.T.U. une menace de scission, comme si les syndicats français étaient si forts pour se livrer à pareille folie.

Les véritables syndicalistes ne feront jamais trop de concessions à l'unité, et c'est pour sauver l'unité que nos amis ont fini par accepter la convocation d'un Congrès confédéral en novembre prochain.

Le politicien Frossard et son complice Totti ont poussé aussitôt des cris de joie. « Le syndicalisme allait se dégager de l'influence de Moscou. » Ils doivent déchanter aujourd'hui, que les syndicats ont commencé à donner leur avis.

Depuis le C. C. N., huit fédérations se sont réunies. Sept Congrès et un Conseil national fédéral. Dans toutes ces fédérations, les progrès des « Moscoutaires » sont indéniables.

Au Congrès des Métaux, une très forte majorité s'est prononcée pour la résolution Semard. C'est un succès important si l'on pense que cette fédération avait à sa tête trois secrétaires, membres du C. D. S. et qu'elle compte dans son sein le fougueux antipoliticien Broutchoux, obligataire de l'*Egalité*.

Au Congrès des Cheminots la victoire est encore plus grande. Malgré Totti et Besnard, Bert et Dejonkère, l'immense majorité du Congrès se prononce pour la résolution Semard. Même à l'Union de réseau du P.-O. la majorité s'est détachée de Bert et de tous les adversaires du Bureau Confédéral.

Le Conseil national du Textile approuve unanimement son délégué au C. C. N. qui a soutenu la majorité confédérale. Devant ce résultat, le camarade Foulon, trésorier, décide de retirer l'adhésion qu'il avait donnée au G. S. R.

A la fédération de l'Enseignement, malgré toute la sympathie qu'on a pour Marie Guillot, le Congrès se prononce pour la résolution Semard.

Le Congrès du Spectacle a donné la moitié des voix aux « Moscoutaires ». Pour conserver l'autre moitié des voix, Colomer, secrétaire fédéral s'est déclaré partisan de l'I.S.R. avec réserves.

Le Congrès de la Céramique, malgré une opposition sérieuse du camarade Masbatin, un anarchiste de Limoges, a confirmé l'attachement de la fédération à la majorité confédérale.

La Fédération de la Voiture-Aviation avait pour secrétaire le camarade Scheiber du Pacte. Son Congrès a été dominé par l'encombrant Verdier. Il ne s'est pas moins donné un bureau et une Commission Exécutive communistes.

La Fédération de l'Ameublement était déjà avec la majorité confédérale. Elle vient de maintenir sa position malgré une opposition habile de Fourcade.

Ainsi, sur les huit Fédérations qui viennent

de se réunir, quatre étaient sous l'influence des différentes tendances de la minorité. Ce sont les Métaux, l'Enseignement, le Spectacle, la Voiture-Aviation. Les quatre — sauf le Spectacle qui est neutralisé — échappent à cette influence pour se ranger sous la bannière de la majorité confédérale.

Est-ce assez éloquent ?

Mais il y a mieux : Non seulement la minorité a été battue à tous les Congrès qui se sont déroulés depuis le C. C. N., mais elle s'est présentée partout en ordre dispersé, défendant là — rarement ! — les G. S. R. ici le C. D. S., ailleurs, les conceptions particulières à tel ou tel camarade. Les récents Congrès ont démontré non seulement que les minoritaires perdaient de plus en plus de crédit dans les syndicats, mais qu'ils étaient incapables de s'entendre sur un programme commun et par conséquent inaptes à diriger la C. G. T. U. s'ils avaient vaincu la majorité actuelle.

Seule la majorité a présenté partout le même front, défendu les mêmes idées, voté la même résolution. Et cela aussi c'est un signe de force.

F. CHARBIT.

## Coups de Faucille

### Le plus pur parmi les purs

C'est Verdier. Pour lui, il n'y a pas que les communistes qui sont des adversaires du syndicalisme. Ce n'est pas seulement Frossard et son équipe de résistants. C'est également Besnard et son C. D. S. Eux aussi mettent le syndicalisme en danger depuis le jour où ils ont accepté le principe des accords circonstanciels.

Il ne reste plus qu'un syndicaliste pur. C'est Verdier. C'est du moins ce qu'il a affirmé au dernier Congrès de la Voiture-Aviation.

### ...Le plus encombrant

C'est aussi le plus encombrant. Dans un Congrès, il n'y en a que pour lui. Lui seul élève les débats. Lui seul dit des choses sérieuses. Lui seul traite les problèmes à fond. Lui seul connaît le mouvement syndical. Lui seul respecte ses principes. C'est pourquoi au Congrès de la Voiture-Aviation, dans la seule première journée, il a pris la parole 53 fois !

### ...Et le sauveur !

Avec une modestie charmante, Verdier déclarait à ce Congrès que seule sa résolution était véritablement syndicaliste, parce que lui seul était demeuré fidèle à la charte d'Amiens. Il ajoutait que le syndicalisme ne serait sauvé que lorsque SA résolution serait adoptée.

Pas moins... comme dirait son ami Céas.

### Un nationaliste de la Voiture

Céas, c'est encore un pur. Il est de Marseille. Avec lui, le syndicalisme ne doit pas déborder des branards de la Voiture.

Un syndicat n'a pu envoyer de délégué direct ? Céas lui interdit d'être représenté. La C. G. T. envoie-t-elle un délégué ? Elle n'a rien à faire ici, tranche Céas. La Fédération des Métaux délègue-t-elle un camarade pour envisager la fusion ? Cet as refuse de l'entendre.

Et ça se dit syndicaliste !

# Mussolini-d'Arragona

## Les fiançailles de la C. G. T. italienne et du fascisme

La C. G. T. italienne est autonome. Elle ne veut point adhérer « à Moscou ». Elle évolue « en dehors des partis politiques, libre de toute attache ». Elle adhère à Amsterdam.

La C. G. T. italienne vient de disposer d'elle, en pleine conscience de sa liberté et de son autonomie, comme l'individu, libre et autonome, dispose de lui-même en se précipitant librement dans les flots. La C. G. T. italienne vient de démontrer sa puissance : elle s'appartient, elle se suicide.

### Le discours de Mussolini

Le 15 juillet, la Chambre italienne a vécu ce qu'il est convenu d'appeler « une séance historique ». A propos d'une « réforme » de la loi électorale, le dictateur a prononcé un « grand discours ». Il en a profité, comme disent nos camarades italiens, pour « prendre sa guitare et chanter une sérénade sous les fenêtres de la C. G. T., sur le thème : *Viens, tout près de moi...* »

« *Il Duce* » (le chef), à son habitude, débute par la menace conditionnelle. Il parlera de la Ruhr prochainement, à « moins que la Chambre n'ait l'intention de mourir prématurément ». C'était, en termes galants, dire : « Si vous ne votez pas selon mon vouloir, vous serez dissous ». Puis, dédaigneusement, il fait fi des membres du Parti populaire (catholicisme social, agrarien).

Méprisant, Mussolini s'adresse ensuite en particulier à Labriola, qui fut jadis quelque chose comme le Sorel italien, à Labriola, hier, théoricien du syndicalisme, aujourd'hui échoué dans le plus plat démocratismes :

Ce qui m'a stupéfiait particulièrement, c'est d'entendre l'honorable Labriola, avec obstination, faire résonner les clichés du vocabulaire primé de la littérature socialiste de second degré. Bourgeoisie, prolétariat, selon lui, sont deux entités nettement différenciées, antagonistes par définition. Or, on peut affirmer qu'il existe, non pas une bourgeoisie, mais peut-être 24, 48 bourgeoisies ou sous-bourgeoisies. Il en est de même du prolétariat. Quel rapport voyez-vous, par exemple, entre un ouvrier spécialiste de la Fiat, raffiné dans ses goûts et à tendances bourgeoises, gagnant 30 à 50 livres par jour (*Protestations*), ou qui les gagnait à un moment donné, quel rapport voyez-vous entre ce soi-disant prolétaire et le pauvre rustre du Midi qui gratte désespérément son champ brûlé par le soleil ?

L'honorable Labriola a dit que seul le prolétariat peut se permettre le luxe de la dictature. Erreur ! Erreur documentée et documentable. L'unique exemple de soi-disant dictature du prolétariat nous est offert par la Russie ; mais l'honorable Labriola a écrit des dizaines d'articles pour démontrer comment la dictature russe est la dictature non du prolétariat, mais sur le prolétariat. Tous les dirigeants de l'Etat russe sont des professeurs, des avocats, des économistes, des littérateurs, des intellectuels, etc., sortant des classes professionnelles de la bourgeoisie. Le grief que nous fait l'honorable Labriola, qui nous accuse de trouver une analogie chimérique entre les méthodes et le développement de la révolution italienne, n'a pas lieu d'être

en ce que (je fais ici une simple constatation historique) c'est un fait que tantôt l'une, tantôt l'autre révolution, tendent à surpasser toutes les idéologies et, dans certains sens, toutes les institutions libérales et démocratiques issues de la Révolution française.

S'adressant aux socialistes :

Vous n'avez pas eu le courage de faire de la stratégie politique. Aujourd'hui, votre tour est passé. Et, ne vous faites pas d'illusions : l'histoire ne présente certaines occasions qu'une seule fois.

Mussolini avait écrit qu'il passerait sur le corps putréfié de la déesse Liberté. Il précise :

La liberté existe-t-elle ? Elle se réduit en fait à une théorie philosophico-morale. Vous n'avez jamais admis la liberté du travail. Vous avez bâtonné le « kroumir » (le jaune) quand il travaillait...

La Révolution (1) a le droit de se défendre. La liberté d'association existe-t-elle en Russie pour les non-bolchevistes ? Non ! La liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté de vote y existent-elles ? Non ! Alors vous, qui vous érigez en défenseurs du régime russe, n'avez pas le droit de protester contre un régime comme le mien qui ne saurait être comparé, même de loin, au régime bolcheviste.

C'est à ce moment de son discours que Mussolini prend sa guitare. Il sait que l'idée des Conseils techniques est chère aux réformistes de la C. G. T. Il n'ignore pas que c'est avec l'ombre du contrôle sur les usines que Giolitti, aidé par d'Arragona, est parvenu à faire lâcher aux ouvriers la proie qu'ils tenaient :

Les conseils dits techniques se trouvent encore à l'état embryonnaire. Il se peut qu'ils représentent des principes de vie. Mais il ne faut pas, en semblable matière, être dogmatiques, explicites. A l'état de fait, il y a des tentatives. Il est possible, en second lieu, que la nécessité se fasse sentir de se décharger sur ces conseils du travail législatif.

### L'appel direct et la réponse de d'Arragona

...Vous savez que je serai heureux, demain, de compter, dans mon gouvernement, des représentants directs des masses ouvrières. Je désire leur confier un ministère délicat, afin qu'ils reconnaissent que l'administration de l'Etat est une chose difficile et complexe à l'extrême ; que l'improvisation sert peu, qu'il est inutile de faire table rase, parce qu'après il faut reconstruire.

D'Arragona, charmé, flatté, entendit les voix. Depuis des ans, il tend à la collaboration. Il s'est déjà vanté d'avoir empêché la révolution lors du mouvement des usines. Entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne, il a toujours choisi la première. C'est pourquoi le secrétaire confédéral, avant le vote, fit cette déclaration :

Au nom des députés du Parti Socialiste Unitaire, je déclare que nous voterons contre le gouvernement,

(1) La Révolution fasciste.

mais que ce vote ne lie pas la C. G. T., laquelle, comme il est notoire, s'est déliée de tous rapports avec les partis politiques.

Une telle déclaration souleva l'indignation des pires réformistes du Parti : Turati, Musatti. Ils voulaient sortir de la Chambre. Tout finit par se calmer. En réunion de groupe, après la séance, les aspirants ministres l'emportèrent. Le maximaliste Sardelli soutint d'Arragona. Et Baldesi, déjà pressenti lors de l'avènement du fascisme au pouvoir, fut considéré comme candidat probable.

### Le colloque

Le lendemain de la séance historique, le deuxième acte de la comédie se jouait. Tous les membres du Conseil de la C. G. T. se précipitaient à Rome, « en habits de fête », selon *Il Sindacato Rosso*. Une sorte de Congrès avait lieu. On se congratulait. Les organes social-démocrates prétendaient, les jours suivants, qu'il s'agissait d'une « rencontre fortuite de personnes animées du désir d'éclaircir les positions ».

Dans le cabinet de Mussolini. Tous les « as » sont là : D'Arragona, secrétaire confédéral ; Azimonti, ex-secrétaire de la Fédération agricole, qui, lors d'un Congrès confédéral, prononça un des plus virulents discours contre les crimes fascistes ; Buozzi, Colombino, secrétaire de la Fédération Métallurgiste, l'homme qui, lors des procès qui firent suite à l'occupation des usines, faisait cette lâche déclaration : « Nous avons des armes, des mitrailleuses, nous pouvions tout ; nous n'avons rien fait. Nous ne faisons pas la Révolution. »

Le colloque dura une heure et demie. Qu'en sortit-il ? Mystère ! Interviewé par *Il Corriere della Sera*, d'Arragona déclara qu'il était satisfait, attendu que le colloque entre les chefs confédéraux et M. Mussolini avait été empreint de la plus franche cordialité » !

Azimonti déclare, lui, que c'est par « pure coïncidence » que le colloque a eu lieu le lendemain de l'offre du dictateur, attendu qu'il avait déjà été demandé en novembre.

D'Arragona va plus loin : « Nous avons eu des promesses. Nous attendons !... » Le jour même, une formidable grève des maçons a lieu. La C. G. T. donne ordre aux grévistes de reprendre le travail. Des expulsions ont lieu, car, depuis le régime Mussolini, l'Italie, comme la Suisse, qui connaît bien le dictateur, puisqu'il est redevable à de nombreux camarades de dettes variant de quarante à cent sous, l'Italie expulsée de province à province. L'Italien né à Naples, faisant grève à Rome, est expulsé à Naples. A Mohinella, à Parme, des massacres de travailleurs ont lieu, des incendies sont allumés. Le fascisme a un regain d'activité sauvage.

« L'entretien a été empreint de la plus franche cordialité. Nous avons reçu des promesses. Nous attendons !... »

Et les maisons des prolétaires flambent. Les vieux meubles, amassés lire à lire, craquent dans la fournaise. La mère, éplorée, échevelée, serre ses enfants près d'elle. Là-bas git le cadavre du père, assassiné froidement par les chemises noires. Et la longue théorie des grévistes aux frêts tirés, menottes aux mains, défile à travers le pays.

D'Arragona et Mussolini ont des rapports cordiaux !

Nous avons l'ardente conviction que l'inqualifiable attitude des chefs confédéraux italiens contribuera à dessiller bien des yeux, à amener vers nous des adversaires trompés. Mais nous avons aussi la douleur de sentir intensément que c'est au prix du sang ouvrier, de constater que ceux-là qui prétendent ne pas « livrer » le mouvement ouvrier à Moscou, le livrent, de gaité de cœur, cordialement, aux chemises noires.

J. RAVEAU.

## LA BATAILLE OUVRIÈRE INTERNATIONALE

# La grève des cheminots hongrois

Les cheminots hongrois (mécaniciens) se mirent en grève le 2 août, jour du quatrième anniversaire de l'établissement de la dictature de Horthy en Hongrie. La vague gréviste s'étendit rapidement sur tout le pays ; en 24 heures, tout le service des chemins de fer stoppait. Le gouvernement usa immédiatement des mesures les plus rigoureuses contre les grévistes. L'état de siège fut proclamé dans le pays, le ministre de l'Intérieur menaçait d'employer impitoyablement la force des armes. L'aide technique — l'union civique hongroise — fut mobilisée et armée, les gares gardées militairement, le comité de grève arrêté et gardé en otage, tous les hommes de confiance des grévistes arrêtés, les fonds des organisations saisis, les réunions brutalement dispersées. L'administration des chemins de fer menaçait les grévistes de renvoi immédiat. Les autorités gouvernementales déclarèrent que les cheminots ne jouissaient pas du droit de grève en tant que fon-

tionnaires de l'Etat. Nous n'avons pas encore d'autres détails, mais nous savons qu'un cheminot nommé Laslo a été fusillé à Miskolez et que d'autres ont été amenés enchaînés dans les centres pour y être jugés. A Budapest, il y eut des collisions sanglantes sur lesquelles l'information nous fait encore défaut.

Malgré cette répression inqualifiable, le gouvernement de Horthy ne réussit pas, pendant 3 à 4 jours, à rétablir les communications. Des trains conduits par des ingénieurs circulaient, mais pas partout, plusieurs furent attaqués par les grévistes. Les actes de sabotage témoignent, en outre, de la violence de la lutte. Des fils téléphoniques ont été coupés.

Au bout de 3 à 4 jours, la grève prenait pourtant fin par une défaite complète des grévistes, qui ont repris le travail sans conditions.

La grève avait été dirigée par une organisation jaune apolitique.

Les cheminots exigeaient une augmentation des salaires proportionnée au renchérissement fabuleux des vivres. Leur devise était : « 50 % des salaires du temps de paix ! »

Le gouvernement a affecté de traiter le mouvement comme un mouvement purement politique, afin d'isoler les grévistes et de porter un coup aux éléments fascistes petits-bourgeois sortis du parti gouvernemental. La presse officielle et officieuse a répandu le bruit qu'il s'agissait des préludes d'un coup de force de ces fascistes mécontents.

Et la social-démocratie, qu'a-t-elle fait ? Le front uni... avec le gouvernement de Horthy. Ses orateurs ont déclaré au Parlement n'avoir rien de commun avec la grève ni avec l'organisation « jaune » des cheminots. Des feuilles bourgeoises ont publié des interviews de leaders social-démocrates condamnant le mouvement, « vu la gravité de la situation générale ». Ce sont ces déclarations-là qui ont porté le coup de grâce aux cheminots. Abandonnés par leurs propres chefs « nationalistes », lâchés par les social-démocrates, en présence de la terreur gouvernementale, les cheminots, conduits à la bataille par une organisation jaune formée en son temps par le gouvernement même, devaient être vaincus.

Mais le bilan de ce mouvement est extrêmement instructif. Horthy, dictateur de la réaction, a dissous l'organisation syndicale des cheminots, créé le syndicat jaune, obligé les cheminots à s'y inscrire. La misère a été plus forte ; la misère a

dressé quand même les cheminots contre un régime incapable de les nourrir, même mal... Ils ont perdu, du coup, bien des illusions. Et la social-démocratie a rempli une fois encore sa mission historique : elle a poignardé les cheminots en lutte parce que — l'argument a été donné — ces travailleurs n'étaient pas organisés par le parti social-démocrate, dont nul des membres et des chefs n'ignore que le gouvernement Horthy ne souffre aucune organisation légale des cheminots en dehors du syndicat « jaune ». Les abjects socialistes de Horthy — II<sup>e</sup> Internationale — sont allés jusqu'à dénoncer, au lendemain de la grève des cheminots vaincus, d'avoir poursuivi des « desseins restés secrets ».

Cette attitude des social-démocrates n'est pas occasionnelle : la « grande coalition ministérielle » se prépare aussi dans la Hongrie de Horthy. Pendant la grève, le gouvernement de l'amiral-égoïste négociait un accord avec les socialistes démocrates. L'accord a été conclu ; il ne concerne provisoirement que certains projets fiscaux. On peut s'attendre à voir les socialistes hongrois accepter des portefeuilles des mains sanglantes du dictateur éhonté. Ce sera évidemment « dans l'intérêt de la politique extérieure du pays ». Ainsi, l'écrasement de la grève des cheminots par les forces unies du gouvernement réactionnaire et de la social-démocratie est un pas de plus vers la coalition ministérielle dont les socialistes de Horthy sont dès aujourd'hui les partisans réservés.

GEORG.

## La grève des Métallurgistes & des Mineurs de la Nouvelle-Ecosse

En février dernier, la direction des aciéries de la Nouvelle-Ecosse (1) s'apercevait avec stupeur de l'influence croissante du syndicat des ouvriers de l'acier. Le syndicat ne comprenait alors que 250 membres, que l'on essaya tout de suite de congédier. Ce fut la cause d'une grève générale au cours de laquelle le nombre des syndiqués de l'acier s'éleva à 2.500. En mars, l'organisation syndicale précisa ses revendications. La journée de travail comportait dans les aciéries de la Nouvelle-Ecosse 11 à 13 heures, le salaire moyen étant de 30 cents l'heure. Le syndicat exigea la journée de huit heures, une augmentation des salaires de 20 %, la reconnaissance formelle de l'organisation, le patronat devant retenir sur la paie la cotisation syndicale et la transmettre ensuite. La direction des aciéries refusa de donner suite à cette demande et la grève générale éclata le 29 juin.

Aussitôt, le troupe fut mobilisée contre les grévistes. Les mineurs de la Nouvelle-Ecosse déclarèrent se solidariser avec les métallurgistes si les troupes n'étaient pas retirées. Le sang coula dans des collisions entre les forces de l'ordre bourgeois et les postes de grèves. Mc. Lachlan et Livingstone, le secrétaire et le président de l'organisation des mineurs de la Nouvelle-Ecosse, invitèrent alors les mineurs à cesser le travail. Le mouvement s'élargit, soutenu par une volonté unanime.

Mc. Lachlan et Livingstone furent arrêtés et accusés d'avoir publié un document « contraire à l'intérêt général » (l'appel à la grève). Mc. Lachlan fut en outre inculpé d'attentat à la sécurité publique pour avoir été trouvé en possession des directives et des statuts de la III<sup>e</sup> Internationale. Les arrestations ne firent qu'accroître l'indignation et la volonté de résistance des travailleurs qui exigèrent, outre le retrait des troupes, la mise en liberté immédiate de leurs leaders. On vit surgir de tous les points du Canada des protestations contre l'intervention de l'armée dans la grève. Le congrès des syndicats du Canada se joignit au mouvement de protestation. Les mineurs du Canada occidental envisagèrent une grève de protestation, que le président du syndicat des mineurs américains, Lewis, vieux renard réactionnaire, empêcha. Mais c'est en vain qu'il invita les mineurs grévistes à reprendre le travail. Il finit par prononcer la dissolution de l'organisation syndicale des mineurs de la Nouvelle-Ecosse, dont l'attitude révolutionnaire gênait depuis longtemps les chefs syndicaux dévoués au capital. On sait que les syndicats de la Nouvelle-Ecosse ont adhéré à l'I.S.R. Lewis a profité de la situation présente — les leaders des mineurs de la Nouvelle-Ecosse étaient arrêtés — pour désarmer et désorganiser un pays ouvrier révolutionnaire.

Au moment où nous écrivons — mi-juillet — 12.000 mineurs et 3.000 travailleurs de l'acier et de la Nouvelle-Ecosse tiennent encore bon, contre le patronat, l'Etat, la trahison réformiste. La lutte leur est dure ; les caisses syndicales sont à sec.

W. MORIARTY.

(1) La Nouvelle-Ecosse est l'une des neuf provinces canadiennes. Elle est située sur la côte de l'Atlantique, à peu de distance de Boston et de New-York et peuplée de 500.000 habitants.

## DOCUMENTS

# Les Statuts de l'I. S. R.

*On discute, dans toutes les assemblées syndicales, des statuts de l'I. S. R. Beaucoup en parlent sans les avoir lus. Il y en a qui les combattent sans les connaître. N'avons-nous pas entendu Dejonkère, au Congrès des cheminots, déclarer qu'il attendait toujours qu'on veuille bien publier les textes nouveaux qui ont remplacé les anciens statuts. D'autres, comme Verdier, au Congrès de la voiture-aviation, essaient de jeter la confusion en présentant la déclaration Dogadov comme partie intégrante de ces statuts.*

*Nous croyons donc nécessaire de mettre sous les yeux de nos camarades le texte intégral des statuts de l'I. S. R. et rappelons qu'il a été publié depuis de longs mois dans une brochure de la « Petite Bibliothèque de l'I. S. R. », avec les Thèses et Résolutions adoptées au 2<sup>e</sup> Congrès de l'I. S. R.*

## Préambule

La lutte de classes a depuis longtemps atteint un degré de développement et d'apreté aigus. La bourgeoisie de tous les pays, malgré la concurrence qui la divise sur le marché mondial, est si unie dans sa haine contre la révolution prolétarienne, si liée contre les moindres tentatives du prolétariat pour se libérer de l'exploitation, que pour mener et terminer avec succès la lutte pour sa délivrance, la classe ouvrière doit agir comme force révolutionnaire, non seulement sur un plan national, mais aussi sur un plan international. L'exploitation des ouvriers étant internationale, la lutte contre elle doit l'être également. Toutes les Internationales syndicales, ayant existé jusqu'à ce jour, ne furent en réalité que de simples bureaux internationaux d'information, ignorant la lutte de classes. Aujourd'hui, l'Internationale Syndicale d'Amsterdam répond encore moins que sa devancière aux exigences du moment. La première s'occupait seulement d'information ; l'Internationale actuelle fait en plus une besogne antiouvrière, bourgeoise, mettant en pratique la politique de collaboration des classes et propageant l'idée de passage paisible du capitalisme au socialisme. C'est en somme une Internationale de réaction contre la lutte pour la libération de la classe ouvrière.

A cette Internationale sans force, confuse, servante de la bourgeoisie, il faut opposer une Internationale d'action révolutionnaire, de pression de classe et de combat qui puisse organiser de concert avec l'Internationale communiste les forces prolétariennes en vue du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de l'Etat bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, capable de prendre en mains les moyens de production et d'instaurer le communisme.

Une Internationale Syndicale de Combat ne peut être fondée que par les syndicats révolutionnaires de classe, pour qui sont très clairs les buts et méthodes de lutte offensive contre leurs ennemis. La tâche posée par l'histoire devant les syndicats révolutionnaires exige un maximum de concentration des forces, une tension énorme et une abnégation sans bornes des éléments avancés et conscients de la classe ouvrière.

## I. — Dénomination

Le Congrès International des Syndicats révolutionnaires groupant les organisations syndicales révolutionnaires de tous les pays, décide la fondation d'une union permanente et internationale des syndicats révolutionnaires qui sera appelée Internationale Syndicale Rouge.

## II. — Buts

L'Internationale Syndicale Rouge a pour but :

1. — L'organisation des masses ouvrières du monde entier pour le renversement du capitalisme, la libération des travailleurs et l'instauration du pouvoir prolétarien.
2. — De mener l'agitation par une large propagande pour diffuser les idées de lutte révolutionnaire de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, et de diriger l'action des masses pour le renversement du système capitaliste et des gouvernements bourgeois.
3. — De lutter contre le fléau réformiste qui ronge le mouvement syndical mondial ; de dénoncer le mensonge de la conciliation avec la bourgeoisie, les idées de collaboration des classes et de paix sociale, et l'espoir absurde du passage paisible du capitalisme au socialisme.
4. — Le groupement des éléments révolutionnaires de classes du mouvement syndical mondial ; la conduite d'une lutte décisive contre le Bureau international du travail, filiale de la Société des Nations, et contre la Fédération Internationale des Syndicats d'Amsterdam qui est, par son programme et sa tactique, le meilleur soutien de la bourgeoisie.
5. — De coordonner et d'unifier la lutte de la classe ouvrière dans tous les pays et de déclencher des actions révolutionnaires chaque fois que le besoin s'en fera sentir.
6. — De prendre l'initiative de campagnes internationales au sujet des faits les plus importants de la lutte de classe, d'ouvrir des listes de souscription pour aider les grévistes dans les grands conflits sociaux, etc...

## III. — Composition

Peut être membre de l'Internationale Syndicale Rouge toute organisation révolutionnaire de classe qui accepte les conditions suivantes :

1. — La reconnaissance du principe de la lutte révolutionnaire de classe.
2. — L'application de ce principe dans la lutte quotidienne contre le Capital et l'Etat bourgeois.
3. — La reconnaissance de la nécessité de renverser le capitalisme par le moyen de la révolution sociale et l'instauration pendant la période transitoire, de la dictature du prolétariat.
4. — La nécessité d'observer la discipline prolétarienne internationale.
5. — La reconnaissance et l'application des décisions du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.
6. — La rupture avec l'Internationale d'Amsterdam.
7. — Toutes les organisations adhérentes à l'I. S. R. réalisent en conformité aux conditions ci-dessus un accord facultatif et selon les circonstances, avec toutes

les organisations révolutionnaires et le Parti Communiste du pays dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.

#### IV. — Les Congrès internationaux

L'organe supérieur de l'Internationale Syndicale Rouge est le Congrès international des syndicats révolutionnaires de tous les pays. Ces Congrès se réunissent, dans la mesure du possible, au moins une fois par an.

Le Congrès fixe les principes généraux, le programme, la tactique et les statuts, désigne les organes dirigeants et décide toutes les questions ayant trait à l'orientation de l'Internationale Syndicale Rouge.

Les Congrès extraordinaires sont convoqués par décision du Bureau Exécutif ou sur la demande des organisations réunissant au moins un tiers des organisations-membres de l'I. S. R.

Toutes les organisations syndicales acceptant le programme de l'I. S. R. et se conformant à ses directives ont le droit d'être représentées au Congrès. Cette représentation est organisée dans les conditions suivantes :

Les Centrales nationales qui comptent de :

		Délégués avec voix délibérative	
3 à	20.000 membres envoient	—	1
20 à	50.000 — — —	—	2
50 à	150.000 — — —	—	4
150 à	300.000 — — —	—	6
300 à	500.000 — — —	—	8
500 à	700.000 — — —	—	10
700 à	1.000.000 — — —	—	12

Par chaque fraction de 500.000 membres au-dessus de ce nombre s'ajoute un délégué avec voix délibérative.

Les Fédérations internationales révolutionnaires de métier ou d'industrie ont droit au Congrès, à deux voix délibératives. Les minorités organisées par pays ont droit à une représentation semblable ; toutes les organisations d'un pays entrant dans l'Internationale Rouge des Syndicats forment une seule délégation dans laquelle les voix sont réparties proportionnellement au nombre des membres des organisations correspondantes. Les minorités organisées en fractions ont droit de représentation aux Congrès seulement dans les cas où l'organisation centrale de leur pays n'entre pas dans l'Internationale Syndicale Rouge.

#### V. — Les organes de l'I. S. R.

L'I. S. R. a deux organes : le Conseil Central et le Bureau Exécutif.

Le Conseil Central est composé de la façon suivante : Les Centrales nationales qui comptent de :

		Délégués avec voix délibérative	
5 à	50.000 membres envoient	—	1
50 à	300.000 — — —	—	2
300 à	700.000 — — —	—	3
700 à	2.000.000 — — —	—	4
au-dessus de	2.000.000 — — —	—	6

Les Fédérations internationales de métiers et d'industrie envoient au Conseil Central un représentant chacune avec voix délibérative. Le Conseil Central dirige toute l'action dans l'intervalle des Congrès ; prend des décisions adaptées aux circonstances, représente l'I. S. R. dans tous les pays et agit en son nom ; concentre entre ses mains tous les matériaux et tous les documents concernant le mouvement ouvrier international, dispose des finances et du fonds de grèves, publie des journaux et des revues en toutes langues, enfin il est l'organe qui a tout pouvoir pour mener l'action dans l'intervalle des Congrès. Le Conseil Central ne se réunit pas moins de deux fois par an et a pour tâche principale de

fixer et de résoudre les questions de principe en confiant le travail courant au Bureau Exécutif.

Le Bureau Exécutif est élu par le Congrès et se compose de 15 membres, représentant les pays suivants :

Russie : 3 membres ;  
 Allemagne : 1.  
 France : 1.  
 Angleterre : 1.  
 Etats-Unis d'Amérique : 1.  
 Italie : 1.  
 Pays scandinaves : 1.  
 Pays balkaniques : 1.  
 Tchécoslovaquie : 1.  
 Pays de langue espagnole : 1.  
 Pologne : 1.  
 Australie : 1.  
 Orient : 1.

Les membres du Bureau Exécutif ne peuvent être rappelés ou remplacés par les suppléants que d'accord avec le Bureau Exécutif.

Le Bureau Exécutif dirige tout le travail de l'I. S. R., fixe les tâches des sections et des services, publie l'organe officiel de l'I. S. R., représente l'I. S. R. et le Conseil Central toutes les fois que c'est utile, surveille l'activité du Conseil et des délégués généraux dans tous les pays où il y a des membres de l'I. S. R. et exécute les travaux préparatoires pour les séances du Conseil Central. Le Bureau Exécutif se réunit au moins une fois par semaine.

#### VI. — L'unité d'action et d'organisation

Les minorités intersyndicales des centres nationaux adhérant à l'I. S. R., les organisations isolées entrant dans celle-ci, sont obligées dans toutes leurs actions d'agir en accord commun. Au cas où la Centrale Syndicale (G. C. T.) entre dans l'Internationale Rouge, aucune autre organisation séparée de ce pays ne peut y adhérer. Les organisations révolutionnaires sympathisantes au C. I. O. doivent obligatoirement faire partie de la Centrale Syndicale de leur pays.

#### VII. — Les ressources de l'I. S. R.

1. — Les partisans de l'I. S. R. qui font partie des minorités des syndicats non adhérents à l'I. S. R. paient une cotisation mensuelle sous forme de timbres de propagande.

2. — La Centrale Nationale de l'opposition prélève dans chaque pays respectif ses cotisations.

3. — 5 % de la somme totale de ces cotisations sont envoyés au Bureau Exécutif de l'I. S. R.

4. — Les centrales nationales et les organisations adhérentes à l'I. S. R. versent 1 % de toutes les cotisations prélevées aux caisses locales.

#### VIII. — Caisse internationale de solidarité et de lutte

La caisse internationale de solidarité et de lutte est constituée par les sommes que versent les organisations adhérentes à l'I. S. R., se montant à 1 % de toutes les recettes.

La caisse est alimentée également par le produit des collectes bénévoles.

#### IX. — La liaison avec les Fédérations internationales d'industrie et de métier

L'I. S. R. englobe dans sa composition non seulement les centrales intersyndicales par pays, mais encore les Fédérations internationales de métier et d'industrie, et les comités internationaux de propagande. Les Fédérations internationales de métier et d'industrie sont en rapport avec l'I. S. R. par l'envoi de représentants aux Congrès internationaux et au Conseil Central de l'I. S. R. Toutes les Fédérations internationales travaillent avec l'active participation et sous le contrôle et la direction immédiate du Bureau Exécutif

de l'I. S. R. Les conférences et Congrès organisés par les comités sont convoqués par accord préalable avec le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

## X. — La liaison avec l'Internationale communiste

Pour coordonner les efforts entre toutes les organisations révolutionnaires, le Bureau Exécutif peut éventuellement : 1° conclure des accords avec le Comité Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale Communiste ; 2° organiser des séances communes avec le Comité Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale Communiste, pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement et pour l'organisation internationale d'actions communes ; 3° lancer des proclamations d'accord avec l'Internationale Communiste ; 4° créer des Comités d'Action chaque fois que les circonstances l'exigent pour l'application des décisions communes et pour le temps nécessaire à cette application.

## XI. — Radiation

Les organisations faisant partie de l'I. S. R. qui ne se conformeraient pas aux décisions des Congrès et ne tiendraient pas compte des décisions de l'Exécutif peuvent être exclues par le Conseil Central. Les exclusions pour être valables doivent être décidées à la majorité des 2/3 des voix. Au cas où des transgressions auraient été commises par les organes dirigeants d'une organisation quelconque, le Conseil Central de l'I. S. R. doit s'adresser aux membres de cette organisation et proposer la tenue de conférences ou Congrès spéciaux pour discuter le conflit existant entre leur organe dirigeant et l'Internationale Syndicale Rouge. Les questions d'exclusion ne sont mises à l'ordre du jour du Bureau Exécutif que lorsque la conférence nationale ou le Congrès de l'organisation en cause se sont prononcés sur la question en litige.

L'organisation exclue a droit d'en appeler au Congrès international qui confirme ou annule la décision du Conseil Central.

## XII. — La structure organique

L'I. S. R. ayant comme tâches la direction de la lutte du prolétariat et l'information de ses membres sur la situation dans les autres pays, doit adapter son appareil à l'exécution de ces tâches.

Dans ce but le Conseil Central organise son mécanisme en formant des sections et des services selon la nécessité.

Pour le travail normal et l'établissement des liens étroits entre l'I. S. R. et les organisations ouvrières des autres pays qui entrent dans son sein, il est nécessaire que celles-ci envoient des rapports au Comité Central et que les membres du Comité Central parcourent périodiquement les pays les plus importants, surtout au moment où se produisent de forts conflits économiques.

## XIII. — Revue. — Bulletin d'information

L'I. S. R. édite une revue en quatre langues : française, anglaise, allemande et russe et un bulletin dans les mêmes langues. En dehors de ces deux organes ayant pour but la direction morale et l'information systématique, le Conseil Central doit porter son attention sur le système des lettres circulaires et les tournées dans les organisations. Toutes les organisations adhérentes à l'I. S. R. doivent recevoir à leurs frais et diffuser parmi leurs membres un nombre correspondant d'exemplaires de l'organe central de l'I. S. R.

## XIV. — Commission de contrôle

Le Congrès de l'I. S. R. désigne une commission de contrôle, composée de cinq membres, et dont la tâche est de vérifier les dépenses et les recettes en rendant systématiquement compte de son activité aux Congrès.

## XV. — Siège de l'I. S. R.

Le siège de l'I. S. R. est fixé par le Congrès. Le lieu et la date du Congrès sont fixés par le Conseil Central.

# LA SEMAINE

**Lundi 13 août.** — La lutte du prolétariat allemand continue, on signale de sanglantes bagarres dans toute l'Allemagne.

Grève des boulangers de Toulon.

**Mardi 14 août.** — A Berlin, la fin de la grève générale est décidée.

Le Congrès de la Voiture-Aviation adopte la résolution Semard.

La livre sterling atteint 83 fr. 29.

**Mercredi 15 août.** — La C.G.T.U. fait une démarche auprès de la C.G.T. réformiste, pour une action commune en faveur du prolétariat allemand.

De Valera est arrêté par les troupes gouvernementales irlandaises.

**Jeudi 16 août.** — On arrête 35 ouvriers du bâtiment à Ailfortville.

La social-démocratie au pouvoir attaque les comités d'usines.

Ouverture du Congrès de l'Ameublement.

**Vendredi 17 août.** — Le prolétariat saxon continue l'action directe.

Le Congrès de l'Ameublement se prononce pour les Comités de fabriques.

**Samedi 18 août.** — Le Congrès de l'Ameublement adopte la résolution Semard.

**Dimanche 19 août.** — Le Bâtiment décide une grande démonstration à Ailfortville pour répondre aux arrestations.

La grève générale des mineurs tchéco-slovaques est décidée, les cheminots parlent de se joindre à eux.

### UNE BROCHURE SENSATIONNELLE

Petite Bibliothèque de l'Internationale  
Syndicale Rouge. — N° 8

## EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale  
Internationale

Secrétaire de la Fédération Internationale  
des Transports

## VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article « Janvier terrible » (1<sup>er</sup> février)

— Discours en Allemagne (8 février) —

Discours en Tchéco-Slovaquie (15 mai)

Article « Ce qui seul est nécessaire »  
(15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure : 0 fr. 50. Le cent : 40 francs.

Adresser dès maintenant les commandes à la  
« Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes,  
Paris (X<sup>e</sup>), ou à la Librairie de l'Humanité, 120,  
rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes »,  
144, rue Pelleport, Paris (XX<sup>e</sup>).

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON

123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)

Georges Dangon, imprimeur.